

**MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE**

F. 99 — 2218 [C - 99/14169]

2 JUIN 1999. — Arrêté royal approuvant les modifications aux statuts et les statuts coordonnés de B.I.A.C., société anonyme de droit public

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises économiques publiques, notamment l'article 41, § 4;

Vu l'arrêté royal du 25 août 1998 portant classement de la société anonyme « Brussels Airport Terminal Company » en entreprise publique autonome et portant approbation des modifications aux statuts de celle-ci;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les modifications aux statuts et les statuts coordonnés de B.I.A.C. repris en annexe sont approuvées.

Art. 2. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Annexe à l'arrêté royal du 2 juin 1999

Modifications aux statuts de B.I.A.C., S.A. de droit public.

1. Dans l'article 19 des statuts, un second alinéa, rédigé comme suit, est inséré :

« Le conseil d'administration élit en son sein un vice-président choisi parmi les administrateurs nommés par le Roi »;

2. Dans l'article 20, premier alinéa, les mots « ou, en cas d'empêchement de celui-ci, de son vice-président » sont insérés après les mots « de son président »;

3. Dans l'article 21, in fine, les mots « le vice-président ou » sont insérés entre les mots « par » et « le doyen d'âge »;

4. Dans l'article 28, second alinéa, la première phrase est remplacée par la phrase suivante : « Le comité d'audit se compose du vice-président du conseil d'administration et d'au moins trois administrateurs autres que l'administrateur-délégué »;

5. Dans l'article 39, premier alinéa, les mots « le vice-président ou » sont insérés entre les mots « par » et « la personne désignée par l'assemblée ».

Statuts coordonnés de B.I.A.C., S.A. de droit public

TITRE I^{er}. — Dénomination, siège, objet, durée

Article 1^{er}. La société est une société anonyme de droit public.

Elle est une société faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne.

La société est régie par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, dans la mesure où il n'y est pas dérogé par la loi du vingt et un mars mil neuf cent nonante et un portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Art. 2. La société est dénommée « Brussels International Airport Company », en abrégé « B.I.A.C. »

**MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR**

N. 99 — 2218 [C - 99/14169]

2 JUNI 1999. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van wijzigingen aan de statuten en van de gecoördineerde statuten van B.I.A.C., naamloze vennootschap van publiek recht

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 41, § 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 augustus 1998 tot indeling van de naamloze vennootschap « Brussels Airport Terminal Company » als autonoom overheidsbedrijf en tot goedkeuring van de wijzigingen aan haar statuten;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De wijzigingen aan de statuten en de gecoördineerde statuten van B.I.A.C. opgenomen in bijlage bij dit besluit worden goedgekeurd.

Art. 2. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

Bijlage bij het koninklijk besluit van 2 juni 1999

Wijzigingen aan de statuten van B.I.A.C., N.V. van publiek recht.

1. In artikel 19 van de statuten wordt een tweede lid, luidend als volgt, ingevoegd :

« De raad van bestuur kiest in zijn midden een ondervoorzitter onder de bestuurders benoemd door de Koning »;

2. In artikel 20, eerste lid, worden de woorden « of, bij diens verhindering, door de ondervoorzitter » ingevoegd na de woorden « door de voorzitter »;

3. In artikel 21, laatste lid, worden tussen de woorden « door » en « de oudste » de woorden « de ondervoorzitter of » ingevoegd;

4. In artikel 28, tweede lid, wordt de eerste zin vervangen door de volgende zin : « Het auditcomité is samengesteld uit de ondervoorzitter van de Raad van Bestuur en ten minste drie bestuurders andere dan de gedelegeerd bestuurder »;

5. In artikel 39, eerste lid, worden tussen de woorden « door » en « de persoon die door de vergadering wordt aangeduid » de woorden « de ondervoorzitter of » ingevoegd.

Gecoördineerde Statuten van B.I.A.C., N.V. van publiek recht

TITEL I. — Naam, zetel, doel, duur

Artikel 1. De vennootschap is een naamloze vennootschap van publiek recht.

Het is een vennootschap die een publiek beroep doet of heeft gedaan op het spaarwezen.

De vennootschap wordt beheerst door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen voor zover de wet van eenentwintig maart negentienhonderd eenennegentig betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven er niet van afwijkt.

Art. 2. De vennootschap draagt de naam « Brussels International Airport Company », afgekort « B.I.A.C. »

Sa dénomination devra toujours être précédée ou suivie dans tous les actes, annonces, publications, correspondance et autres documents émanant de la société de la mention « société anonyme de droit public » ou « naamloze vennootschap van publiek recht », selon le cas.

Art. 3. Le siège social est établi au Centre Communications Nord à 1030 Bruxelles, rue du Progrès 80. Il peut, par décision du conseil d'administration, être transféré en tout endroit dans l'une des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

La société peut, par décision du conseil d'administration, établir un ou plusieurs sièges administratifs, sièges d'exploitation, succursales, représentations ou agences en Belgique ou à l'étranger.

Art. 4. La société a pour objet :

1° la gestion, par des méthodes industrielles et commerciales, de l'ensemble des activités de l'aéroport de Bruxelles-National, à l'exception des missions de service public confiées à Belgocontrol en vertu de l'article 171 de la loi du vingt et un mars mil neuf cent nonante et un précitée et de toute tâche de police générale et d'inspection aéronautique;

2° la conception, la construction, l'aménagement, l'entretien, la modernisation, le développement et l'exploitation des installations au sol de l'aéroport de Bruxelles-National et de ses dépendances, en ce compris les parkings pour véhicules, les voies d'accès, les pistes et les « aprons ».

La société peut participer dans toute société ou association, de droit public ou privé, ayant un objet similaire ou connexe et peut, en Belgique comme à l'étranger, accomplir tous actes et opérations nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet social.

Art. 5. La société a été constituée le onze décembre mil neuf cent quatre-vingt-sept sous la forme d'une société anonyme de droit privé. Elle a été transformée en société anonyme de droit public le premier octobre mil neuf cent nonante-huit en exécution de la loi du dix-neuf décembre mil neuf cent nonante-sept visant à rationaliser la gestion de l'aéroport de Bruxelles-National et de l'arrêté royal du deux avril mil neuf cent nonante-huit portant réforme des structures de gestion de l'aéroport de Bruxelles-National.

La société est constituée pour une durée illimitée.

TITRE II. — Capital, actions, obligations

Art. 6. Le capital social est fixé à trois milliards cinq cent septante-cinq millions deux cent cinquante mille quarante-deux francs belges (3.575.250.042 francs belges). Il est représenté par un million quatre cent cinquante-deux mille six cent vingt et une actions (1.452.621) avec droit de vote, sans mention de valeur nominale, représentant chacune un/un million quatre cent cinquante-deux mille six cent vingt et unième (1/1.452.621e) du capital social.

Par décision de l'assemblée générale, statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts, il pourra être créé plusieurs catégories d'actions, privilégiées ou non, avec ou sans droit de vote.

Art. 7. Le capital social peut être augmenté par décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions requises par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales; cependant, une telle décision est soumise à l'autorisation préalable du Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Art. 8. Sans préjudice de l'article 40, § 3, de la loi du vingt et un mars mil neuf cent nonante et un précitée, en cas d'augmentation de capital par souscription en espèces, les actions sont offertes par préférence aux actionnaires proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions.

Le droit de souscription préférentielle peut être exercé dans le délai déterminé par l'assemblée générale, qui ne peut être inférieur à quinze jours ni supérieur à six mois.

In alle akten, aankondigingen, publicaties, briefwisseling en andere documenten die van de vennootschap uitgaan, moet haar naam steeds worden voorafgegaan of gevolgd door de vermelding « naamloze vennootschap van publiek recht » of « société anonyme de droit public », naargelang het geval.

Art. 3. De maatschappelijke zetel is gevestigd in het Communicatiecentrum Noord, te 1030 Brussel, Vooruitgangstraat 80. De zetel kan bij beslissing van de raad van bestuur worden overgebracht naar elke plaats binnen één van de negentien gemeenten van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad.

De vennootschap kan, bij beslissing van de raad van bestuur, één of meerdere administratieve zetels, uitbatingsetzels, bijkantoren, vertegenwoordigingen of agentschappen in België of in het buitenland vestigen.

Art. 4. De vennootschap heeft ten doel :

1° het beheer, volgens industriële en commerciële methoden, van het geheel der activiteiten op de luchthaven Brussel-Nationaal, met uitzondering van de taken van openbare dienst die krachtens artikel 171 van voornoemde wet van eenentwintig maart negentienhonderd eenennegentig aan Belgocontrol zijn toevertrouwd, en van alle taken van algemene politie en luchtvaartinspectie;

2° het ontwerpen, bouwen, inrichten, onderhouden, moderniseren, ontwikkelen en exploiteren van de grondinstallaties van de luchthaven Brussel-Nationaal en de aanhorigheden ervan, met inbegrip van de parkeerterreinen voor voertuigen, de toegangswegen, de banen en de « aprons ».

De vennootschap kan deelnemen in elke vennootschap of vereniging, van publiek of privaatrecht, met een gelijkaardig of verwant doel en zij mag, in België en in het buitenland, alle handelingen stellen en verrichtingen doen die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van haar maatschappelijk doel.

Art. 5. De vennootschap werd op elf december negentienhonderd zevenentachtig opgericht als een naamloze vennootschap van privaat recht. Zij werd op één oktober negentienhonderd achtennegentig omgevormd tot een naamloze vennootschap van publiek recht in uitvoering van de wet van negentien december negentienhonderd zevenennegentig tot rationalisering van het beheer van de luchthaven Brussel-Nationaal en het koninklijk besluit van twee april negentienhonderd achtennegentig tot hervorming van de beheersstructuren van de luchthaven Brussel-Nationaal.

De vennootschap is opgericht voor onbepaalde duur.

TITEL II. — Kapitaal, aandelen, obligaties

Art. 6. Het maatschappelijk kapitaal bedraagt drie miljard vijfhonderd vijfenzeventig miljoen tweehonderdvijftigduizend en tweeënveertig Belgische frank (3.575.250.042 Belgische frank). Het wordt vertegenwoordigd door één miljoen vierhonderdtweënvijftigduizend zeshonderd eenentwintig (1.452.621) aandelen met stemrecht, zonder nominale waarde, die elk één/één miljoen vierhonderd tweënvijftigduizend zeshonderd éénentwintigste (1/1.452.621ste) van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Bij beslissing van de algemene vergadering, op de wijze vereist voor de wijziging van de statuten, kunnen verscheidene categorieën van aandelen worden gecreëerd, al dan niet bevoorrecht, met of zonder stemrecht.

Art. 7. Het maatschappelijk kapitaal kan worden verhoogd bij beslissing van de algemene vergadering volgens de regels gesteld door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, doch een dergelijke beslissing is onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit.

Art. 8. Onverminderd artikel 40, § 3, van voornoemde wet van eenentwintig maart negentienhonderd eenennegentig, worden, in geval van kapitaalverhoging waarop in geld wordt ingeschreven, de aandelen eerst aangeboden aan de aandeelhouders, naar evenredigheid van het deel van het kapitaal door hun aandelen vertegenwoordigd.

Het voorkeurrecht kan worden uitgeoefend binnen de termijn bepaald door de algemene vergadering, welke niet minder dan vijftien dagen en niet meer dan zes maanden mag bedragen.

Toutefois, l'assemblée générale statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts peut, dans l'intérêt social, limiter ou supprimer le droit de souscription préférentielle.

Art. 9. Les versements à effectuer sur des actions non entièrement libérées lors de leur souscription sont appelés, s'il y a lieu, par le conseil d'administration.

Si le conseil juge utile ou nécessaire de faire un appel de fonds, il en fixe le montant et la date et il en avise les actionnaires par une lettre recommandée à la poste, qui leur est adressée au moins trois mois avant la date fixée pour le versement.

Cet avis vaut mise en demeure et, à défaut de versement pour la date fixée, un intérêt est dû, de plein droit, calculé au taux d'intérêt légal en vigueur, à compter du jour de l'exigibilité du versement.

Art. 10. Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

Il est tenu au siège social de la société un registre des actions nominatives dont tout titulaire d'actions nominatives peut prendre connaissance.

La société pourra émettre des actions dématérialisées soit par augmentation de capital, soit par conversion d'actions existantes au porteur ou nominatives en actions dématérialisées.

Art. 11. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, démembrement du droit de propriété d'une action entre nu-propriétaire et usufruitier ou mise en gage d'une action, la société peut suspendre les droits y afférents jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire de l'action.

Art. 12. La société peut émettre des obligations convertibles en actions ou des droits de souscription (warrants), attachés ou non à des obligations, en vertu d'une décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts; cependant, une telle décision est soumise à l'autorisation préalable du Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

En cas d'émission d'obligations convertibles ou de droits de souscription (warrants), les actionnaires bénéficient d'un droit de souscription préférentielle, exerçable dans le délai visé à l'article 8, deuxième alinéa.

Art. 13. La participation détenue par l'Etat et les autorités publiques au sens de l'article 42 de la loi du vingt et un mars mil neuf cent nonante et un précitée doit en tout temps excéder cinquante pour cent des actions émises par la société.

Art. 14. Toute personne, physique ou morale, qui envisage d'acquérir, directement ou indirectement, des titres de la société conférant quinze pour cent ou plus des droits de vote doit préalablement être agréée par le conseil d'administration, à la majorité simple des voix.

Le conseil d'administration dispose d'un délai d'un mois à dater de la demande d'agrément pour agréer le cessionnaire ou refuser l'agrément. A défaut de décision négative dans ce délai l'agrément est réputé acquis.

Art. 15. § 1^{er}. Toute personne physique ou morale qui possède ou acquiert des titres conférant le droit de vote, doit déclarer à la société et à la Commission bancaire et financière le nombre de titres qu'elle possède lorsque les droits de vote afférents à ces titres atteignent une quotité de trois pour cent ou plus du total des droits de vote existant au moment de la réalisation de la situation donnant lieu à déclaration.

Elle doit faire la même déclaration en cas d'acquisition additionnelle chaque fois que, à la suite de cette acquisition, les droits de vote afférents aux titres qu'elle possède atteignent une quotité de cinq pour cent, de dix pour cent, de quinze pour cent, de vingt pour cent et ainsi de suite par tranches de cinq points, du total des droits de vote existant au moment de la réalisation de la situation donnant lieu à déclaration.

De algemene vergadering die beslist op de wijze vereist voor de wijziging van de statuten, kan evenwel, in het belang van de vennootschap, het voorkeurrecht beperken of opheffen.

Art. 9. De stortingen uit te voeren op aandelen die bij inschrijving niet werden volgestort, worden zo nodig opgevraagd door de raad van bestuur.

Indien de raad het nuttig of nodig acht om stortingen op te vragen, bepaalt hij het bedrag en de datum ervan en stelt de aandeelhouders ervan in kennis per aangetekende brief die hun wordt toegestuurd ten minste drie maanden vóór de datum vastgesteld voor de storting.

Deze kennisgeving geldt als ingebrekestelling en bij gebrek aan storting tegen de vastgestelde datum, van rechtswege interest verschuldigd zijn, berekend tegen de geldende wettelijke interestvoet, te rekenen vanaf de dag van de eisbaarheid van de storting.

Art. 10. De volgestorte aandelen zijn naar keuze van de aandeelhouder op naam of aan toonder.

Op de zetel van de vennootschap wordt een register van aandelen op naam bijgehouden waarvan iedere houder van aandelen op naam kennis kan nemen.

De vennootschap kan gedematerialiseerde aandelen uitgeven hetzij bij wege van kapitaalverhoging, hetzij door omzetting van bestaande aandelen aan toonder of op naam in gedematerialiseerde aandelen.

Art. 11. De aandelen zijn ondeelbaar ten aanzien van de vennootschap. Indien een aandeel aan verscheidene eigenaars toebehoort, bij opsplitsing van het eigendomsrecht van een aandeel in naakte eigendom en vruchtgebruik of in geval van inpandgeving van een aandeel, kan de vennootschap de eraan verbonden rechten schorsen totdat één enkele persoon is aangewezen als eigenaar van het aandeel ten aanzien van de vennootschap.

Art. 12. De vennootschap kan in aandelen converteerbare obligaties uitgeven of warrants die al dan niet aan obligaties zijn verbonden, krachtens een beslissing van de algemene vergadering op de wijze vereist voor de wijziging van de statuten, doch een dergelijke beslissing is onderworpen aan de voorafgaande goedkeuring van de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit.

In geval van uitgifte van converteerbare obligaties of warrants genieten de aandeelhouders van een voorkeurrecht, dat kan worden uitgeoefend binnen de termijn bedoeld in artikel 8, tweede lid.

Art. 13. De deelneming van de Staat en de overheden bedoeld in artikel 42 van voornoemde wet van eenentwintig maart negentienhonderd eenennegentig moet op elk ogenblik vijftig procent van de aandelen uitgegeven door de vennootschap overschrijden.

Art. 14. Elke natuurlijke of rechtspersoon die rechtstreeks of onrechtstreeks effecten van de vennootschap wenst te verwerven die vijftien procent of meer van de stemrechten verlenen, moet de voorafgaande goedkeuring van de raad van bestuur hebben verkregen, bij gewone meerderheid van stemmen.

De raad van bestuur beschikt over een termijn van één maand vanaf de datum van het verzoek tot goedkeuring om de overnemer goed te keuren of de goedkeuring te weigeren. Bij gebrek aan negatieve beslissing binnen deze termijn wordt de goedkeuring geacht te zijn gegeven.

Art. 15. § 1. Elke natuurlijke of rechtspersoon die stemrechtverlenende effecten bezit of verwerft, moet aan de vennootschap en aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen kennis geven van het aantal effecten dat hij bezit wanneer de stemrechten verbonden aan die effecten drie procent of meer bereiken van het totaal der stemrechten op het ogenblik waarop zich de omstandigheden voordoen op grond waarvan kennisgeving verplicht is.

Hij is eveneens tot die kennisgeving verplicht in geval van bijkomende verwerving telkens wanneer ingevolge die verwerving het aantal stemrechten verbonden aan de effecten in zijn bezit vijf procent, tien procent, vijftien procent, twintig procent, enzovoort, telkens per schijf van vijf procentpunten, bereiken van het totale aantal stemrechten op het ogenblik waarop zich de omstandigheden voordoen op grond waarvan kennisgeving verplicht is.

La même déclaration doit être faite en cas de cession de titres, lorsqu'à la suite de cette cession, les droits de vote tombent en-deça d'un des seuils visés ci-dessus.

§ 2. Conformément à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du deux mars mil neuf cent quatre-vingt-neuf relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, pour l'application du § 1^{er}, sont ajoutés aux titres possédés, acquis ou cédés par une personne visée ci-avant, les titres possédés, acquis ou cédés :

1° par un tiers agissant en nom propre mais pour le compte de ladite personne;

2° par une personne liée à ladite personne;

3° par un tiers agissant en nom propre, mais pour le compte d'une personne liée à ladite personne.

Pour l'application de ce qui précède, sont additionnés les titres possédés, acquis ou cédés par des personnes qui agissent de concert, au sens de l'article 2, § 2, de la loi du deux mars mil neuf cent quatre-vingt-neuf précitée.

§ 3. Lorsqu'une personne physique ou morale détient, acquiert ou cède le contrôle direct ou indirect, de droit ou de fait, d'une société qui possède trois pour cent au moins du pouvoir votal de la société, elle doit le déclarer à la société et à la Commission bancaire et financière. Lorsque plusieurs personnes contrôlent conjointement une telle société, chacune d'elles doit le déclarer.

§ 4. Les déclarations dont question au présent article sont adressées au président du conseil d'administration de la société et à la Commission bancaire et financière au plus tard le second jour ouvrable suivant le jour de la réalisation des faits qui y donnent lieu.

Le contenu et la forme des déclarations sont réglés par la loi du deux mars mil neuf cent quatre-vingt-neuf précitée et ses arrêtés d'exécution.

§ 5. Les articles 6 à 8 de la même loi sont applicables.

Art. 16. Conformément à l'article 52bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, la société peut acquérir ses propres actions ou parts bénéficiaires, par voie d'achat ou d'échange, moyennant une décision préalable de l'assemblée générale statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 70bis des mêmes lois coordonnées. Toutefois, cette décision n'est pas requise lorsque l'acquisition est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent.

TITRE III. — Gestion, représentation, contrôle

Art. 17. La société est administrée par un conseil d'administration qui se compose de huit membres au moins et de quatorze membres au plus, en ce compris l'administrateur-délégué, nommés pour un terme de six ans au plus et dont le mandat est renouvelable.

Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, un nombre d'administrateurs proportionnel aux droits de vote attachés aux titres détenus par l'Etat. Les autres administrateurs sont ensuite nommés par les actionnaires autres que l'Etat. A cet effet, ces actionnaires forment un collège chargé d'élire un nombre d'administrateurs proportionnel aux droits de vote qu'ils détiennent ensemble.

Les administrateurs nommés par le Roi ne peuvent être révoqués que par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. Les autres administrateurs sont en tout temps révocables par l'assemblée générale.

Le conseil d'administration comprend autant de membres d'expression française que d'expression néerlandaise. Les membres qui ne sont ni d'expression française ni d'expression néerlandaise ne sont pas pris en compte pour déterminer la parité linguistique.

La limite d'âge des administrateurs est de soixante-cinq ans. Il peut être dérogé à cette limite dans le cas du premier président du conseil d'administration et du premier administrateur-délégué nommés après la transformation de la société en société anonyme de droit public.

Art. 18. L'assemblée générale décide si et dans quelle mesure le mandat d'administrateur est rémunéré par une indemnité fixe ou variable à charge des frais généraux.

Art. 19. Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le président du conseil d'administration parmi les administrateurs.

Deze kennisgeving is eveneens verplicht bij overdracht van effecten wanneer als gevolg hiervan de stemrechten zakken onder één van de hiervoor vermelde drempels.

§ 2. Overeenkomstig artikel 2, § 1, van de wet van twee maart negentienhonderd negentachtig op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overname-aanbiedingen, worden, voor de toepassing van § 1, aan de effecten die in bezit zijn, verworven zijn of overgedragen werden door een persoon zoals hiervoor bedoeld, de effecten toegevoegd die in bezit zijn, verworven zijn of overgedragen werden door :

1° een derde die handelt in eigen naam maar voor rekening van genoemde persoon;

2° een met genoemde persoon verbonden persoon;

3° een derde die optreedt in eigen naam maar voor rekening van een met genoemde persoon verbonden persoon.

Voor de toepassing van het voorgaande, worden de effecten toegevoegd die in bezit zijn, verworven zijn of overgedragen werden door personen die gezamenlijk optreden in de zin van artikel 2, § 2, van voornoemde wet van twee maart negentienhonderd negentachtig.

§ 3. Wanneer een natuurlijke of rechtspersoon rechtstreeks of onrechtstreeks, in rechte of in feite, de controle over een vennootschap bezit, verwerft of overdraagt die ten minste drie procent van het stemrechtentotaal van de vennootschap bezit, moet hij dit melden aan de vennootschap en aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen. Wanneer verschillende personen gezamenlijk een dergelijke vennootschap controleren, is elk van hen tot kennisgeving verplicht.

§ 4. De kennisgevingen bedoeld in dit artikel worden gericht aan de voorzitter van de raad van bestuur van de vennootschap en aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, uiterlijk de tweede werkdag te rekenen vanaf het ogenblik waarop zich de omstandigheden voordoen op grond waarvan de betrokken kennisgeving is verplicht.

De inhoud en de vorm van de kennisgeving worden geregeld door voornoemde wet van twee maart negentienhonderd negentachtig en haar uitvoeringsbesluiten.

§ 5. De artikelen 6 tot 8 van dezelfde wet zijn van toepassing.

Art. 16. Overeenkomstig artikel 52bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen kan de vennootschap haar eigen aandelen of winstbewijzen door aankoop of ruil verkrijgen middels een voorafgaande beslissing van de algemene vergadering met inachtneming van de voorschriften inzake quorum en meerderheid bepaald in artikel 70bis van dezelfde gecoördineerde wetten. Evenwel is dergelijke beslissing niet vereist wanneer de verkrijging noodzakelijk is ter vermijding van dreigend ernstig nadeel voor de vennootschap.

TITEL III. — Bestuur, vertegenwoordiging, controle

Art. 17. De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur samengesteld uit ten minste acht leden en ten hoogste veertien leden, met inbegrip van de gedelegeerd bestuurder, benoemd voor een termijn van ten hoogste zes jaar en herkiesbaar.

De Koning benoemt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, een aantal bestuurders in verhouding tot de stemrechten verbonden aan de effecten in het bezit van de Staat. De andere bestuurders worden vervolgens benoemd door de aandeelhouders andere dan de Staat. Te dien einde vormen deze aandeelhouders een college belast met de verkiezing van een aantal bestuurders in verhouding tot de stemrechten die zij samen bezitten.

De bestuurders benoemd door de Koning kunnen slechts worden ontslagen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit. De andere bestuurders kunnen te allen tijde worden ontslagen door de algemene vergadering.

De raad van bestuur telt evenveel Nederlandstalige als Franstalige leden. De leden die noch Nederlandstalig noch Franstalig zijn, worden niet in aanmerking genomen om de taalpariteit te bepalen.

De leeftijdsgrens voor de bestuurders is vijftien jaar. Van deze grens kan worden afgeweken in het geval van de eerste voorzitter van de raad van bestuur en de eerste gedelegeerd bestuurder benoemd na de omvorming van de vennootschap tot naamloze vennootschap van publiek recht.

Art. 18. De algemene vergadering beslist of en in welke mate het mandaat van bestuurder wordt bezoldigd met een vaste of veranderlijke vergoeding, aan te rekenen op de algemene onkosten.

Art. 19. De Koning benoemt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de voorzitter van de raad van bestuur onder de bestuurders.

Le conseil d'administration élit en son sein un vice-président choisi parmi les administrateurs nommés par le Roi.

Art. 20. Le conseil d'administration se réunit sur la convocation de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, de son vice-président chaque fois que l'intérêt de la société l'exige ou chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent. Le conseil se réunit au moins quatre fois par an.

Les convocations sont faites par écrit ou tout autre moyen de communication ayant un support matériel, au plus tard deux jours ouvrables avant la réunion, sauf urgence dûment motivée dans la convocation ou dans le procès-verbal de la réunion. Tout administrateur peut renoncer à la formalité de la convocation et, en tout cas, sera considéré comme ayant été régulièrement convoqué, ou comme ayant renoncé à la formalité de la convocation, s'il est présent ou représenté à la réunion.

Les réunions se tiennent aux jour, heure et lieu indiqués dans les convocations.

Art. 21. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité au moins de ses membres sont présents ou représentés.

Dans la mesure permise par la loi, les administrateurs peuvent participer aux réunions du conseil par le biais d'une conférence téléphonique ou par le biais de moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes participant à la réunion de s'entendre simultanément les unes les autres. Toute personne participant à une réunion conformément au présent alinéa sera considérée comme présente à ladite réunion.

Tout administrateur peut donner à un autre administrateur, par écrit ou tout autre moyen de communication ayant un support matériel, procuration pour le représenter à une réunion déterminée du conseil et y voter en ses lieu et place.

Toute représentation par procuration constituera une présence pour la détermination du quorum. Un administrateur ne peut toutefois représenter qu'un seul autre administrateur.

La réunion du conseil est présidée par le président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par le vice-président ou le doyen d'âge des administrateurs présents.

Art. 22. Sauf disposition contraire des présents statuts, les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité simple des voix exprimées.

Par dérogation à ce qui précède, les décisions suivantes du conseil sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées :

- 1° l'adoption ou la modification du plan d'entreprise;
- 2° l'adoption ou la modification du budget annuel;
- 3° l'approbation de tout renouvellement ou de toute modification du contrat de gestion avec l'Etat;
- 4° toute acquisition de tout ou partie d'une autre entreprise et toute alliance stratégique;
- 5° toute cession d'actifs par la société dont la valeur comptable est supérieure à vingt pour cent de son actif net;
- 6° toute émission d'actions, d'obligations convertibles en actions ou de droits de souscription (warrants) dans le cadre, le cas échéant, du capital autorisé;
- 7° la nomination de membres et membres suppléants de la commission paritaire autres que ceux proposés par les organisations syndicales;
- 8° toute modification substantielle aux règles d'évaluation;
- 9° toute délégation de pouvoirs au comité de direction en vertu de l'article 27, dernier alinéa.

En cas de partage des voix, la voix du président ou du membre qui le remplace est prépondérante.

Art. 23. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par le président et le secrétaire du conseil.

Les copies ou extraits à délivrer aux tiers sont signés par deux administrateurs ou par l'administrateur-délégué.

Art. 24. Dans des cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, et sauf pour l'arrêt des comptes annuels, le renouvellement ou la modification du contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société, l'adoption ou la modification du plan d'entreprise et la délégation de compétences au comité de direction, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs exprimé par écrit, dont les signatures sont apposées soit sur un seul document, soit sur des exemplaires multiples de celui-ci.

De raad van bestuur kiest in zijn midden een ondervoorzitter onder de bestuurders benoemd door de Koning.

Art. 20. De raad van bestuur wordt bijeengeroepen door de voorzitter of, bij diens verhindering, door de ondervoorzitter telkens wanneer het belang van de vennootschap dit vereist of telkens wanneer twee bestuurders hierom verzoeken. De raad vergadert ten minste viermaal per jaar.

De bijeenroepingen geschieden schriftelijk of via elk ander middel van communicatie waarvan een materieel spoor blijft, ten laatste twee werkdagen vóór de vergadering, behalve in geval van hoogdringendheid, die naar behoren wordt gemotiveerd in de oproeping of in de notulen van de vergadering. Iedere bestuurder mag aan de oproeping verzaken; in ieder geval wordt een bestuurder die op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd is, geacht regelmatig te zijn opgeroepen of aan de oproeping te hebben verzaakt.

De vergaderingen hebben plaats op de dag, het uur en de plaats die in de bijeenroepingen worden aangegeven.

Art. 21. De raad van bestuur kan slechts geldig beraadslagen en beslissen indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is.

Voor zover de wet het toelaat kunnen de bestuurders aan de vergaderingen van de raad deelnemen per telefoon of via soortgelijke middelen van communicatie welke alle personen die aan de vergadering deelnemen, in de mogelijkheid stellen elkaar terzelfder tijd te horen. Elke persoon die aan een vergadering deelneemt overeenkomstig dit lid, wordt geacht op deze vergadering aanwezig te zijn.

Elke bestuurder kan aan een andere bestuurder, schriftelijk of via elk ander middel van communicatie met een materiële drager, volmacht verlenen om hem te vertegenwoordigen op een bepaalde vergadering van de raad en er in zijn plaats te stemmen.

Elke vertegenwoordiging krachtens volmacht geldt als aanwezigheid voor de bepaling van het quorum. Een bestuurder kan evenwel slechts één andere bestuurder vertegenwoordigen.

De vergadering van de raad wordt voorgezeten door de voorzitter of, bij diens verhindering, door de ondervoorzitter of de oudste van de aanwezige bestuurders.

Art. 22. Behoudens andersluidende bepaling in deze statuten, worden de beslissingen van de raad van bestuur genomen bij gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

In afwijking op wat voorafgaat worden de volgende beslissingen van de raad genomen met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen :

- 1° de aanneming of wijziging van het ondernemingsplan;
- 2° de aanneming of wijziging van het jaarlijks budget;
- 3° de goedkeuring van elke hernieuwing of wijziging van het beheerscontract met de Staat;
- 4° elke volledige of gedeeltelijke verwerving van een andere onderneming en elke strategische alliantie;
- 5° elke overdracht door de vennootschap van activa waarvan de boekwaarde hoger is dan twintig procent van haar nettoactief;
- 6° elke uitgifte van aandelen, van in aandelen converteerbare obligaties of van warrants in het kader, in voorkomend geval, van het toegestane kapitaal;
- 7° de benoeming van leden en plaatsvervangende leden van het paritair comité andere dan deze voorgedragen door de syndicale organisaties;
- 8° elke substantiële wijziging in de waarderingsregels;
- 9° elke opdracht van bevoegdheid aan het directiecomité krachtens artikel 27, laatste lid.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of de bestuurder die hem vervangt, doorslaggevend.

Art. 23. De notulen van de vergaderingen van de raad van bestuur worden ondertekend door de voorzitter en de secretaris van de raad.

De kopieën of uittreksels bestemd voor derden worden ondertekend door twee bestuurders of door de gedelegeerd bestuurder.

Art. 24. In uitzonderlijke gevallen, wanneer de dringende noodzakelijkheid en het belang van de vennootschap zulks vereisen, en behalve voor de vaststelling van de jaarrekening, de hernieuwing of de wijziging van het beheerscontract tussen de Staat en de vennootschap, de aanneming of wijziging van het ondernemingsplan en de opdracht van bevoegdheden aan het directiecomité, kunnen de beslissingen van de raad van bestuur worden genomen met eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders, die daartoe hun handtekeningen plaatsen op één document of op meerdere exemplaren van één document.

Art. 25. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que les lois coordonnées sur les sociétés commerciales réservent à l'assemblée générale.

Sans préjudice de l'article 17, § 2, de la loi du vingt et un mars mil neuf cent nonante et un précitée, le conseil peut déléguer à une ou plusieurs personnes, formant ou non un comité, des pouvoirs spéciaux et limités.

Art. 26. Le Roi nomme, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, l'administrateur-délégué pour un terme renouvelable de six ans au plus, sur la proposition du conseil d'administration. L'administrateur-délégué ne peut être révoqué que par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, sur la proposition du conseil d'administration.

L'administrateur-délégué est chargé de la gestion journalière de la société et de la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion, de même que de l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Sans préjudice des articles 4, § 2, et 11, § 2, de la loi du vingt et un mars mil neuf cent nonante et un précitée, l'administrateur-délégué peut déléguer à toute personne, dans le cadre de la gestion journalière, des pouvoirs spéciaux et limités.

Art. 27. Le conseil d'administration constitue un comité de direction qui se compose de l'administrateur-délégué, qui le préside, et de trois à six directeurs nommés par le conseil d'administration sur la proposition de l'administrateur-délégué. A l'exception de l'administrateur-délégué, les membres du comité de direction ne peuvent pas siéger au conseil d'administration.

Le nombre des membres du comité de direction et la durée de leur mandat sont fixés par le conseil d'administration sur la proposition de l'administrateur-délégué.

Le comité de direction est chargé d'assister l'administrateur-délégué dans la gestion journalière de la société et l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Conformément à l'article 4, § 2, de la loi du vingt et un mars mil neuf cent nonante et un précitée, le comité de direction est également compétent, en tant que collège, pour la négociation de tout renouvellement ou de toute modification du contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société.

En outre, le conseil d'administration peut déléguer d'autres compétences au comité de direction dans les limites prévues à l'article 17, § 2, de la loi du vingt et un mars mil neuf cent nonante et un précitée.

Art. 28. Le conseil d'administration constitue un comité d'audit qui est chargé d'assister le conseil dans l'examen des comptes et le contrôle du budget, le suivi des travaux d'audit, l'examen de la fiabilité de l'information financière et l'organisation et la surveillance du contrôle interne.

Le comité d'audit se compose du vice-président du conseil d'administration et d'au moins trois administrateurs autres que l'administrateur-délégué. Le président du conseil d'administration et le commissaire du gouvernement sont invités aux réunions du comité d'audit et y siègent avec voix consultative.

Art. 29. La société est représentée dans les actes et en justice :

1° par le président du conseil d'administration et l'administrateur-délégué, agissant conjointement, ou par l'un d'eux et un autre administrateur, agissant conjointement;

2° par l'administrateur-délégué seul, dans les limites de la gestion journalière;

3° par toute autre personne agissant dans les limites du mandat lui confié soit par le conseil d'administration, soit, dans le cadre de la gestion journalière, par l'administrateur-délégué.

Art. 30. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la loi et des présents statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un collège de commissaires qui compte quatre membres, délibérant selon les règles ordinaires des assemblées délibérantes. Ils portent le titre de commissaire et sont nommés pour un terme de six ans renouvelable.

La Cour des comptes nomme deux commissaires parmi ses membres. Les deux autres commissaires sont nommés par l'assemblée générale parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

Art. 25. De raad van bestuur is bevoegd om alle handelingen te stellen die noodzakelijk of nuttig zijn voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel, met uitzondering van deze die door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zijn voorbehouden aan de algemene vergadering.

Onverminderd artikel 17, § 2, van voornoemde wet van éenentwintig maart negentienhonderd éenennegentig, kan de raad aan één of meerdere personen, die al dan niet een comité vormen, bijzondere en beperkte bevoegdheden opdragen.

Art. 26. De Koning benoemt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de gedelegeerd bestuurder voor een hernieuwbare termijn van ten hoogste zes jaar, op voordracht van de raad van bestuur. De gedelegeerd bestuurder kan slechts bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit worden ontslagen, op voordracht van de raad van bestuur.

De gedelegeerd bestuurder is belast met het dagelijks bestuur van de vennootschap en de vertegenwoordiging van de vennootschap wat dit bestuur betreft, alsmede met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur.

Onverminderd de artikelen 4, § 2, en 11, § 2, van voornoemde wet van éenentwintig maart negentienhonderd éenennegentig, kan de gedelegeerd bestuurder, binnen het kader van het dagelijks bestuur, aan elke persoon bijzondere en beperkte bevoegdheden opdragen.

Art. 27. De raad van bestuur richt een directiecomité op dat is samengesteld uit de gedelegeerd bestuurder, die het comité voorziet, en drie tot zes directeurs benoemd door de raad van bestuur op voordracht van de gedelegeerd bestuurder. Met uitzondering van de gedelegeerd bestuurder kunnen de leden van het directiecomité niet zetelen in de raad van bestuur.

Het aantal leden van het directiecomité en de duur van hun mandaat worden bepaald door de raad van bestuur op voorstel van de gedelegeerd bestuurder.

Het directiecomité staat de gedelegeerd bestuurder bij in het dagelijks bestuur van de vennootschap en de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur.

Overeenkomstig artikel 4, § 2, van voornoemde wet van éenentwintig maart negentienhonderd éenennegentig, is het directiecomité tevens bevoegd, als college, voor de onderhandeling van elke hernieuwing of wijziging van het beheerscontract tussen de Staat en de vennootschap.

Bovendien kan de raad van bestuur andere bevoegdheden aan het directiecomité opdragen, binnen de grenzen bepaald in artikel 17, § 2, van voornoemde wet van éenentwintig maart negentienhonderd éenennegentig.

Art. 28. De raad van bestuur richt een auditcomité op dat de raad bijstaat in het onderzoek van de rekeningen en de controle van het budget, de opvolging van de auditwerkzaamheden, het onderzoek van de betrouwbaarheid van de financiële informatie en de organisatie van en het toezicht op de interne controle.

Het auditcomité is samengesteld uit de ondervoorzitter van de raad van bestuur en ten minste drie bestuurders andere dan de gedelegeerde bestuurder. De voorzitter van de raad van bestuur en de regeringscommissaris worden op de vergaderingen van het auditcomité uitgenodigd en zetelen er met raadgevende stem.

Art. 29. De vennootschap wordt in de handelingen en in rechte vertegenwoordigd door :

1° de voorzitter van de raad van bestuur en de gedelegeerd bestuurder, die gezamenlijk optreden, of door één van hen en een andere bestuurder, die gezamenlijk optreden;

2° de gedelegeerd bestuurder alleen, binnen de grenzen van het dagelijks bestuur;

3° door elke andere persoon optredend binnen de grenzen van het mandaat dat hem werd verleend hetzij door de raad van bestuur, hetzij, binnen de grenzen van het dagelijks bestuur, door de gedelegeerd bestuurder.

Art. 30. De controle op de financiële toestand, op de jaarrekening en op de regelmatigheid, vanuit het oogpunt van de wet en deze statuten, van de verrichtingen weer te geven in de jaarrekening, wordt opgedragen aan een college van commissarissen dat uit vier leden bestaat en beraadslaagt volgens de gewone regels van de beraadslagende vergaderingen. Zij voeren de titel van commissaris en worden benoemd voor een hernieuwbare termijn van zes jaar.

Het Rekenhof benoemt twee commissarissen onder zijn leden. De twee andere commissarissen worden door de algemene vergadering benoemd onder de leden, natuurlijke of rechtspersonen, van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

L'assemblée générale fixe la rémunération des commissaires.

Art. 31. La société est soumise au contrôle du ministre qui a les transports dans ses attributions.

Ce contrôle est exercé à l'intervention d'un commissaire du Gouvernement qui veille au respect de la loi, des présents statuts et du contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société selon les conditions précisées dans l'article 23 de la loi du vingt et un mars mil neuf cent nonante et un précitée.

Art. 32. Lorsque le respect de la loi, des présents statuts ou du contrat de gestion conclu entre l'Etat et la société l'exige, le ministre qui a les transports dans ses attributions peut requérir l'organe de gestion compétent de la société de délibérer, dans le délai qu'il fixe, sur toute question qu'il détermine.

TITRE IV. — Assemblée générale des actionnaires

Art. 33. L'assemblée générale des actionnaires a les compétences qui lui sont attribuées par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 34. L'assemblée générale annuelle se réunit le deuxième mardi du mois de mai, à dix heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Art. 35. L'assemblée générale, tant annuelle qu'extraordinaire, se réunit sur convocation du conseil d'administration ou du collège des commissaires, au siège social de la société ou à l'endroit indiqué dans la convocation.

Les convocations contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées :

1° huit jours au moins avant l'assemblée, au *Moniteur belge*, et

2° deux fois à huit jours d'intervalle au moins, et la seconde, huit jours au moins avant l'assemblée, dans au moins un organe de presse francophone de diffusion nationale et dans au moins un organe de presse néerlandophone de diffusion nationale.

Des lettres missives sont adressées huit jours avant l'assemblée aux actionnaires en nom, mais sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Quand toutes les actions sont nominatives, les convocations peuvent être faites uniquement par lettres recommandées à la poste au moins huit jours avant l'assemblée.

Tout actionnaire peut renoncer à la formalité de la convocation et, en tout cas, sera considéré comme ayant été régulièrement convoqué, ou comme ayant renoncé à la formalité de la convocation, s'il est présent ou représenté à l'assemblée.

L'ordre du jour contient l'indication des sujets à traiter ainsi que, le cas échéant, des propositions de décisions.

Art. 36. Pour être admis à l'assemblée générale, les propriétaires d'actions au porteur doivent, trois jours ouvrables avant la date fixée pour l'assemblée, déposer leurs actions au siège social ou auprès des établissements désignés dans l'avis de convocation. Ils sont admis à l'assemblée générale sur la production d'un certificat constatant que le dépôt a été fait.

Les propriétaires d'actions dématérialisées doivent, six jours ouvrables avant la date fixée pour l'assemblée, déposer au siège social ou auprès des établissements désignés dans l'avis de convocation une attestation établie par le teneur de comptes agréé ou par l'organisme de liquidation constatant l'indisponibilité, jusqu'à la date de l'assemblée générale, des actions dématérialisées.

Les obligataires peuvent assister à l'assemblée générale, mais avec voix consultative seulement, s'ils ont effectué les formalités prescrites aux alinéas qui précèdent.

Art. 37. L'assemblée générale ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins du capital social est représentée.

De algemene vergadering bepaalt de vergoeding van de commissarissen.

Art. 31. De vennootschap is onderworpen aan de controle van de minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort.

Deze controle wordt uitgeoefend door tussenkomst van een Regeringscommissaris die waakt over de naleving van de wet, van deze statuten en van het beheerscontract tussen de Staat en de vennootschap, volgens de voorwaarden bepaald in artikel 23 van voornoemde wet van eenentwintig maart negentienhonderd eenennegentig.

Art. 32. Wanneer de naleving van de wet, van deze statuten of van het beheerscontract tussen de Staat en de vennootschap het vereist, kan de minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort, het bevoegde bestuursorgaan van de vennootschap verplichten om, binnen de door hem gestelde termijn, te beraadslagen over iedere door hem bepaalde aangelegenheid.

TITEL IV. — Algemene vergadering van aandeelhouders

Art. 33. De algemene vergadering van aandeelhouders heeft de bevoegdheden die haar door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zijn toegekend.

Art. 34. De jaarvergadering wordt gehouden op de tweede dinsdag van mei, om tien uur. Indien die dag een wettelijke feestdag is, heeft de vergadering plaats op de eerstvolgende werkdag.

Art. 35. De algemene vergadering, jaarlijkse of buitengewone, vergadert na bijeenroeping door de raad van bestuur of het college van commissarissen, op de zetel van de vennootschap of op de plaats aangegeven in de oproeping.

De oproepingen vermelden de agenda en worden gedaan door middel van aankondigingen die worden geplaatst :

1° ten minste acht dagen vóór de vergadering, in het *Belgisch Staatsblad*, en

2° tweemaal met een tussentijd van ten minste acht dagen, en de tweede maal ten minste acht dagen vóór de vergadering, in ten minste één Nederlandstalig landelijk verspreid blad en in ten minste één Franstalig landelijk verspreid blad.

Aan de houders van aandelen op naam wordt acht dagen vóór de verzending een brief gezonden; van de vervulling van deze formaliteit hoeft evenwel geen bewijs te worden geleverd.

Wanneer alle aandelen op naam zijn, kan worden volstaan met oproeping bij ter post aangetekende brief, ten minste acht dagen vóór de vergadering.

Iedere aandeelhouder mag aan de oproeping verzaken; in ieder geval wordt een aandeelhouder die op de vergadering aanwezig of vertegenwoordigd is, geacht regelmatig te zijn opgeroepen of aan de oproeping te hebben verzaakt.

De agenda geeft de te behandelen onderwerpen aan alsmede, in voorkomend geval, de voorstellen van beslissing.

Art. 36. Teneinde aan de algemene vergadering te kunnen deelnemen, dienen de eigenaars van aandelen aan toonder hun aandelen drie werkdagen vóór de datum bepaald voor de vergadering neer te leggen op de zetel van de vennootschap of bij de instellingen aangegeven in de oproeping. Zij worden toegelaten tot de algemene vergadering op voorlegging van een attest dat de neerlegging bevestigt.

De eigenaars van gedematerialiseerde aandelen moeten, zes werkdagen vóór de datum bepaald voor de vergadering op de zetel van de vennootschap of bij de instellingen aangegeven in de oproeping een door de erkende rekeninghouder of door de vereffeninginstelling opgesteld attest neerleggen waarbij de onbeschikbaarheid van de gedematerialiseerde aandelen tot op de datum van de algemene vergadering wordt vastgesteld.

De houders van obligaties kunnen deelnemen aan de algemene vergadering, doch slechts met raadgevende stem en mits vervulling van de vereisten bepaald in voorgaande leden.

Art. 37. De algemene vergadering kan slechts geldig beraadslagen en beslissen indien ten minste de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigd is.

Tout actionnaire peut donner à toute personne, actionnaire ou non, une procuration écrite pour le représenter à une assemblée et y voter en ses lieu et place.

La demande de procuration et la sollicitation publique de procuration sont subordonnées aux mentions obligatoires et conditions prévues par l'article 74, §§ 2 et 3, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Art. 38. Chaque action donne droit à une voix.

Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire de vote qui mentionne l'identité de l'actionnaire, le nombre d'actions pour lesquelles il prend part au vote, l'ordre du jour de l'assemblée avec les propositions de décision, et, pour chaque décision proposée, le sens du vote ou l'abstention. Le formulaire doit être daté et signé par l'actionnaire. Il n'est tenu compte que des formulaires reçus par la société au plus tard la veille de l'assemblée.

Sauf majorité spéciale requise par la loi, les décisions de l'assemblée générale sont prises à la majorité simple des voix exprimées.

Art. 39. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par le vice-président ou la personne désignée par l'assemblée.

Le président désigne un secrétaire. L'assemblée choisit un ou plusieurs scrutateurs. Le président, le secrétaire et les scrutateurs forment le bureau.

Art. 40. Les procès-verbaux des réunions de l'assemblée générale sont signés par les membres du bureau et les actionnaires qui le demandent. Les copies ou extraits à délivrer aux tiers sont signés par deux administrateurs ou par l'administrateur-délégué.

TITRE V. — Exercice, comptes annuels, affectation du bénéfice

Art. 41. L'exercice social commence le premier janvier et prend fin le trente et un décembre.

A la date de clôture de l'exercice social, le conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels ainsi qu'un rapport de gestion conformément aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le rapport du collège des commissaires sont adressés aux actionnaires avec la convocation à l'assemblée générale annuelle.

Le conseil d'administration communique les comptes annuels accompagnés du rapport de gestion et du rapport du collège des commissaires au Ministre qui a les transports dans ses attributions et au Ministre du Budget, avant le trente avril de l'année suivant l'exercice social concerné.

Art. 42. L'assemblée générale annuelle statue sur l'adoption des comptes annuels et sur les affectations et prélèvements. Elle affecte à la réserve légale une dotation de cinq pour cent au moins des bénéfices nets de l'exercice; cette affectation cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent du capital social.

Art. 43. Le conseil d'administration peut distribuer des acomptes sur dividende dans la mesure permise par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

TITRE VI. — Dissolution, liquidation, dispositions finales

Art. 44. La dissolution de la société ne peut être prononcée que par ou en vertu d'une loi. La loi règle le mode et les conditions de liquidation.

Art. 45. Toute modification aux présents statuts ne sort ses effets qu'après approbation par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Art. 46. Les présents statuts sont établis en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 2 juin 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

Elke aandeelhouder kan aan iedere persoon, al dan niet aandeelhouder, een schriftelijke volmacht verlenen om hem op een vergadering te vertegenwoordigen en er in zijn plaats te stemmen.

Het verzoek tot verlening van een volmacht en het openbaar verzoek tot verlening van een volmacht zijn onderworpen aan de verplichte vermeldingen en voorwaarden bepaald in artikel 74, §§ 2 en 3, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Art. 38. Elk aandeel heeft recht op één stem.

Iedere aandeelhouder mag per brief stemmen door middel van een formulier dat de identiteit van de aandeelhouder vermeldt, het aantal aandelen waarvoor hij aan de stemming deelneemt, de agenda van de vergadering met de voorstellen van beslissing en, voor elke voorgestelde beslissing, de zin waarin wordt gestemd of de onthouding. Het formulier moet gedateerd en door de aandeelhouder ondertekend zijn. Er wordt enkel rekening gehouden met de formulieren die door de vennootschap uiterlijk de vooravond van de vergadering zijn ontvangen.

Behalve in geval de wet een bijzondere meerderheid vereist, worden de beslissingen van de algemene vergadering genomen bij gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen.

Art. 39. De algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij diens verhindering, door de ondervoorzitter of de persoon die door de vergadering wordt aangeduid.

De voorzitter duidt een secretaris aan. De vergadering kiest één of meer stemopnemers. De voorzitter, de secretaris en de stemopnemers vormen het bureau.

Art. 40. De notulen van de algemene vergadering worden ondertekend door de leden van het bureau en door de aandeelhouders die erom verzoeken. De kopieën of uittreksels bestemd voor derden worden ondertekend door twee bestuurders of door de gedelegeerd bestuurder.

TITEL V. — Boekjaar, jaarrekening, winstbestemming

Art. 41. Het boekjaar begint op één januari en eindigt op eenendertig december.

Op datum van de afsluiting van het boekjaar maakt de raad van bestuur een inventaris, jaarrekening en jaarverslag op overeenkomstig de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

De jaarrekening, het jaarverslag en het verslag van het college van commissarissen worden aan de aandeelhouders gezonden samen met de oproeping tot de jaarvergadering.

De raad van bestuur maakt de jaarrekening samen met het jaarverslag en het verslag van het college van commissarissen over aan de minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort en aan de Minister van Begroting, vóór dertig april van het jaar volgend op het betrokken boekjaar.

Art. 42. De jaarvergadering beslist over de goedkeuring van de jaarrekening en over de resultaatverwerking. Van de nettowinst van het boekjaar wordt een bedrag van ten minste vijf procent toegevoegd aan het wettelijk reservefonds; dit is niet langer verplicht zodra het wettelijk reservefonds tien procent van het maatschappelijk kapitaal bedraagt.

Art. 43. De raad van bestuur kan voorschotten op dividenden uitkeren in de mate dat dit is toegestaan door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

TITEL VI. — Ontbinding, vereffening, slotbepalingen

Art. 44. De ontbinding van de vennootschap kan enkel door of krachtens een wet worden uitgesproken. De wet bepaalt de wijze en de voorwaarden van de vereffening.

Art. 45. Elke wijziging aan deze statuten heeft slechts uitwerking na goedkeuring door een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Art. 46. Deze statuten zijn opgesteld in het Nederlands en het Frans en beide teksten staan op gelijke voet.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 2 juni 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN